



REVUE DE PRESSE
SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 04 JUIN 2016

Les livres jeunesse jouent dans la cour des grands

LIBRAIRIE La littérature jeunesse ne connaît pas la crise : 600 millions d'euros de chiffre d'affaires l'an dernier. Les nouveaux héros, Harry Potter, Percy Jackson, se jouent des tranches d'âge et slaloment entre livres, films et jeux vidéo

JULIEN ROUSSET
jrousset@sudouest.fr

C'est une profusion. « Dans la tranche 0-12 ans, je compte 24 000 références, répertoire la librairie Élisabeth Paré, responsable du rayon jeunesse chez Mollat à Bordeaux. Il y a de plus en plus de collections et de sous-catégories : les policiers, le fantastique, la fantasy, les "journaux intimes", les classiques, les albums, le rayon ados... »

Paradoxe. Les jeunes lisent moins de livres, de nombreuses études le constatent. Pourtant, le marché est plus tonique que jamais. Comment expliquer cela ? « Même en période de crise économique, les parents continuent d'acheter des livres pour leurs enfants, surtout en primaire, d'autant qu'il y a une prise de conscience de la nécessité de lire. On s'alarme beaucoup, dans les médias, du recul de la lecture... », estime Élisabeth Paré. Les adolescents se détournent des titres classiques, nous disent les spécialistes des pratiques culturelles, mais ils lisent volontiers les livres portés par des succès au cinéma ou en jeu vidéo. Qui sont les nouveaux héros des écoliers et des collégiens ?

1 Un quart du marché total du livre en France

« Toutes les grandes maisons d'édition ont leur secteur jeunesse. Même quand le reste des ventes de livres recule, cette catégorie reste stable, voire progresse », observe Claude Combet, journaliste à « Livres hebdo ». En 2015,

selon les données de l'institut GfK, le chiffre d'affaires de la littérature jeunesse s'est élevé à 625 millions d'euros en France. Soit un quart du marché total du livre. « Les livres pour la jeunesse sont, après la littérature générale, le deuxième segment du marché du livre », note l'institut.

2 Mangas, Titeuf, Minions... vedettes des ventes

Les héritiers de Martine et du Petit Nicolas ont un signe particulier : ils existent autant sur écran que sur papier. « C'est flagrant, le palmarès fait un triomphe aux livres qui ont été adaptés au cinéma : "La Face cachée de Margo", "Nos étoiles contraires", "Divergente", "Hunger Games" », souligne Claude Combet.

Les adolescents se détournent des titres classiques mais lisent des livres portés par des succès au cinéma ou en jeu vidéo

l'universitaire Christian Chelebourg (lire ci-contre).

Le pionnier des personnages prompts à se multiplier entre les supports, Harry Potter, continue à dominer les ventes. Près de 300 000 exem-

plaires écoulés en poche l'an dernier, dix-huit ans après sa création. Non seulement le redoutable apprenti sorcier papillonne entre cinéma, librairie, théâtre et jeux vidéo, mais il grandit d'aventure en aventure : 9 ans dans le premier volume, 17 ans dans le dernier.

Astucieux : cette traversée du temps lui permet de chevaucher les tranches d'âge, de fédérer plusieurs générations de lecteurs. Écoliers, collégiens, lycéens, jeunes adultes... « On voit de plus en plus de livres, comme "Harry Potter" ou "Twilight", qui séduisent aussi bien des préadolescents que des étudiants ou de jeunes actifs. D'ailleurs, dans la librairie, on ne sait pas toujours dans quel rayon les classer », explique Élisabeth Paré.

Les mangas restent un marché puissant, en particulier les séries « One Piece » et « Naruto ». Quant aux ventes de BD, le dernier album d'Astérix lévite (1,5 million d'exemplaires pour « Le Papyrus de César »), mais l'irréductible Gaulois n'est plus, depuis longtemps, cantonné à la seule catégorie jeunesse, une division où se distinguent Titeuf, les Minions et « Les Nombriels ».

3 Les classiques résistent grâce à l'école

« Le Petit Prince » règne, invariablement, sur les classements : plus de 200 000 exemplaires écoulés l'an dernier. « Vendredi ou la Vie sauvage » (85 000 exemplaires) et « L'Odyssée » (60 000) se maintiennent honora-

blement parmi les best-sellers des fictions jeunesse. Ces ouvrages bénéficient d'une assurance tous risques face aux aléas de la mode et du commerce : ils font partie des titres recommandés par l'Éducation nationale. Même onction institutionnelle pour « Le Petit Nicolas », dont il s'écoule, tous épisodes confondus, à peu près 200 000 exemplaires chaque année, selon son éditeur, Aymar du Chatenet.

Les nouvelles couleurs de la Bibliothèque rose

La légendaire collection, créée en 1856 par les éditions Hachette, s'est recentrée sur l'adaptation de séries télévisées et de films. Plus rentable, moins charmant

S'ils percent auprès du public, les héros de la littérature jeunesse peuvent traverser les décennies. Maya l'Abeille est née en Allemagne en 1912. Spider-Man en 1962. Martine en 1954 (plus de 100 millions d'exemplaires vendus pour cette petite fille plus sage qu'une image, Michael Jackson était un grand fan). Le Petit Nicolas a 57 ans : il est apparu en 1959 dans les colonnes de « Sud Ouest Dimanche ».

Quant à Oui-Oui, les enfants britanniques découvrent pour la première fois ses péripéties, on ne peut plus innocentes, en 1949 (outre-Manche, il s'appelle Noddy, comme « nod the head », « hocher la tête »). Soixante ans plus tard, le pantin de bois n'a pas disparu des librairies françaises, mais il ne fait plus vraiment recette, les enfants d'aujourd'hui lui disent plutôt « non

non ». Ses aventures qui se vendent le mieux s'écoulent à 5 000 exemplaires par an (1).

En revanche, le Club des cinq, autre création de la prolifique Enid Blyton, a toujours sa place dans le top 50 des poche jeunesse : 34 000 exemplaires du « Trésor de l'île » ont été vendus l'an dernier.

Entre 1950 et 1980

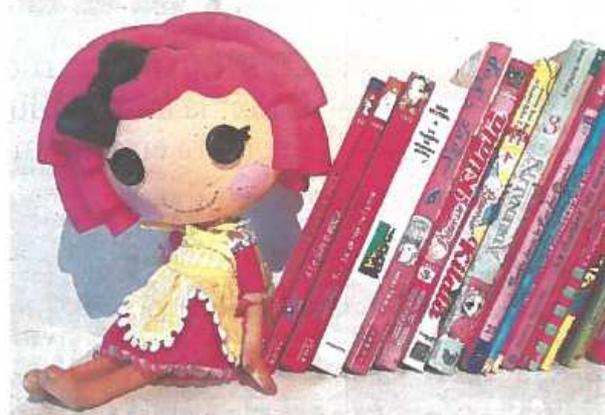
La maison commune, en France, de ces personnages, Noddy et The Famous Five, c'est la Bibliothèque rose, créée il y a cent soixante ans, après une rencontre entre Louis Hachette, alors spécialisé dans les manuels scolaires, et le comte Eugène de Ségur, dont la femme se piquait d'inventer, avec talent et sagacité, des histoires pour les enfants. C'est elle qui inaugura la collection, dont le succès va

culminer au XX^e siècle, de 1950 à 1990, avant de décliner. Trop désuète...

Des petits romans

Depuis les années 2000, la collection s'est redressée, commercialement, en se spécialisant dans la novélisation : l'adaptation, sous forme de petits romans, d'histoires développées dans des séries télé ou des films pour enfants, comme « Violetta », « Scooby-Doo », les personnages Disney, « Winx Club ». ... Les « classiques », d'Enid Blyton notamment, sont toujours publiés, mais dans des traductions simplifiées, au détriment de la richesse du vocabulaire et de la langue.

« La Bibliothèque rose et la Bibliothèque verte ont joué à fond la carte du héros intermédiaire : le roman est un maillon dans une chaîne dont l'élément moteur est le film ou la sé-



Les albums de la Bibliothèque rose s'adaptent à leur époque.

PHOTO THIERRY DAVID « SUD OUEST »

rie télévisée. Cette stratégie a permis de relancer des ventes qui étaient en perte de vitesse complète, mais la qualité des textes paraît moyenne »,

analyse le professeur de lettres Christian Chelebourg.

(1) Données Edistat.

Littérature jeunesse : les meilleures ventes en 2015



Titres	Editeurs	Exemplaires vendus
1 LA FACE CACHÉE DE MARGO 	Gallimard jeunesse	146 534
2 LE PETIT PRINCE 	Gallimard jeunesse	131 319
3 L'ÉPREUVE T. 2 (La terre brûlée) 	Pocket jeunesse	101 763
4 LE PETIT PRINCE	Gallimard	98 202
5 L'ÉPREUVE T. 3 (Le remède mortel)	Pocket jeunesse	96 540
6 L'ÉPREUVE T. 1 (Le labyrinthe)	Pocket jeunesse	94 346
7 NOS ÉTOILES CONTRAIRES	Nathan	93 716
8 VENDREDI OU LA VIE SAUVAGE	Gallimard jeunesse	85 555
9 HARRY POTTER T. 1 (H. P. à l'école des sorciers)	Gallimard jeunesse	75 796
10 LA REINE DES NEIGES	Disney hachette	71 526
Les 3 BD les plus vendues		
TITEUF T. 14 (Bienvenue en adolescence !)	Glenat	261 095
LES LÉGENDAIRES T. 18 (La fin de l'histoire ?)	Delcourt	111 980
LES MINIONS T. 1 (Banana !)	Dupuis	89 573

*Source : Edistat. Données complètes sur www.edistat.com

Infographie

« La révolution Harry Potter »

Comme le jeune sorcier, les nouveaux héros sont tout-terrain : BD, jeux vidéo, télé, cinéma...

Professeur de lettres modernes à l'université de Lorraine, spécialiste de Jules Verne, Christian Chelebourg a publié « Les Fictions de jeunesse », aux Presses universitaires de France.

« Sud Ouest » Qui sont, aujourd'hui, les héros des écoliers ?

Christian Chelebourg Le grand héros du moment, c'est Titeuf. Mais c'est très versatile. Le jeune public change très vite de personnages fétiches. En revanche, ce qui caractérise tous ces héros, depuis quelques années, c'est qu'ils sont « transmédiatiques » : leurs aventures se déclinent en livres, au cinéma, à la télévision, en jeux vidéo, en bandes dessinées, voire en comédies musicales... Harry Potter est le symbole absolu de cette révolution. L'édition jeunesse est aujourd'hui étroitement liée à la vidéo et au cinéma, au point que même un jeu vidéo de construction comme Minecraft a été adapté en livre pour enfants.

Où commence et où finit la littérature jeunesse ?

Difficile de le dire, car l'offre ne cesse de s'élargir et les frontières entre les tranches d'âge sont de plus en plus poreuses. Le succès de « Twilight » a fait exploser la démarcation selon les âges et propulsé toute une génération de romans comme « Harry Potter », qui s'adressent aussi bien aux collégiens et aux lycéens qu'aux jeunes adultes.

Y a-t-il des règles incontournables pour écrire un roman pour la jeunesse ?

Il faut que les personnages aient à peu près l'âge du lectorat : un ouvrage pour la jeunesse met en scène des jeunes. Et il faut savoir raconter une histoire, proposer des aventures. Il faut qu'il se passe des choses. Pour parfaire sa culture, un adulte va se forcer à aller au bout d'un livre, même s'il s'ennuie, mais un enfant non : son attention doit être toujours captivée, sinon il referme son livre illico, sans culpabilité aucune... Le sens de la narration est donc nécessaire. D'ailleurs, comme le polar, la littérature jeunesse est un genre qui est devenu un peu le refuge du récit, de l'aventure, à une époque – les années 1960, 1970, 1980 – où la littérature générale s'intéressait à l'introspection. À aucun moment, dans la littérature jeunesse, un auteur ne peut parler que de lui-même.

« Le Petit Prince » reste, de génération en génération, au sommet des ventes.



Christian Chelebourg. PHOTO DRP

Mais sincèrement, entre nous, les enfants aiment-ils vraiment ce texte ? N'est-ce pas plutôt le livre que les parents aiment offrir à leurs enfants ? C'est incontestablement l'un des plus gros succès planétaires de la littérature jeunesse, l'un des rares titres capables aujourd'hui de rivaliser avec les mangas. C'est aussi le livre français le plus vendu dans le monde. S'adresse-t-il vraiment aux enfants ? « Le Petit Prince », c'est de la philosophie finalement... En fait, Saint-Exupéry apporte lui-même une réponse subtile à cette question dans sa dédicace à Léon Werth, en préambule du « Petit Prince » : il dédie ce texte « à l'en-

fant qu'a été autrefois cette grande personne ». . . Michel Tournier, l'auteur de « Vendredi ou la Vie sauvage », disait qu'un livre pour la jeunesse, ce n'est pas un livre spécifiquement écrit pour la jeunesse, mais

« Il faut savoir raconter une histoire, proposer des aventures. Il faut qu'il se passe quelque chose »

c'est un livre tellement bien écrit qu'un enfant ou un adolescent aussi peuvent le comprendre et l'apprécier. C'est le cas de « L'Odyssée » d'Homère, des romans de Daniel Defoe (« Robinson Crusoé »), de Robert Louis Stevenson (« L'Île au trésor »)...

Marie Desplechin, Philippe Claudel, Marie Nimier, Christophe Honoré, Agnès Desarthe... De nombreux auteurs de la littérature générale écrivent aujourd'hui, de temps à autre, pour les enfants...

C'est un phénomène qui date d'une vingtaine d'années, qui tient en grande partie au fait que l'édition jeunesse marche bien. Elle est lucrative ! Parallèlement, le travail des éditeurs pour les livres jeunesse a considérablement gagné en qualité depuis une trentaine d'années. Les éditions, les maquettes sont souvent soignées. Pour les éditeurs, c'est névralgique car ce secteur représente une part importante de leur chiffre d'affaires.

J. R.

La grève se poursuit à la SNCF

SOCIAL Le trafic ferroviaire sera encore perturbé durant tout le week-end. Les syndicats ne veulent pas céder

Malgré l'appel de son patron, Guillaume Pepy, à suspendre le mouvement « par solidarité avec les victimes des intempéries », la poursuite de la grève à la SNCF a été votée hier par toutes les assemblées générales. En conséquence, le trafic sera encore significativement perturbé ce week-end, avec, en moyenne, un tiers des Transiliens et des Intercités (aucun la nuit) assurés, et la moitié des TGV et des TER en circulation, selon les prévisions communiquées hier par l'entreprise ferroviaire.

Le taux de grévistes, tous personnels confondus, a pourtant chuté de 5 points, à 10,5 %, par rapport à jeudi, selon la SNCF, seuls les syndicats mobilisés contre la loi Travail - CGT, SUD et FO - poursuivant désormais le mouvement. Une ultime réunion de négociation sur le travail des cheminots est prévue lundi.

Pour le gouvernement, qui fait

face à des blocages dans les raffineries depuis quinze jours et maintenant dans les centres de traitement des déchets, le temps presse, à sept jours de l'Euro de football. Le Premier ministre Manuel Valls a jugé la poursuite de la grève « pas compréhensible », en estimant qu'« à la SNCF et dans le transport ferroviaire », les projets d'accord sur la table garantissent « un haut niveau de protection des salariés ». Même ton chez Alain Vidalies, secrétaire d'État aux Transports : « Il est temps d'enregistrer les avancées et de reprendre le travail. »

Raffineries bloquées

Sur les autres fronts de la grogne sociale, trois des quatre principaux centres de traitement des déchets de la région parisienne restaient hier bloqués par des grévistes. Le traitement et le ramassage des ordures est également entravé à Saint-Étienne et à Nantes.

Quant au secteur du pétrole, les raffineries Total de Feyzin et Normandie restent complètement à l'arrêt, comme celles de Donges (Loire-Atlantique) et Grandpuits (Seine-et-Marne), que la direction espère toutefois redémarrer. À Grandpuits, une majorité de sala-



Guillaume Pepy, patron de la SNCF. PHOTO AFP

riés se sont prononcés hier en assemblée générale pour la reprise du travail.

Dans un communiqué, l'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNI et FIDL a poussé hier à « renforcer la mobilisation » contre le projet de loi travail et à participer « massivement » à la manifestation nationale prévue le 14 juin à Paris.

Enfin, deux syndicats appellent les hôtesses et stewards d'Air France à la grève du 27 juillet au 2 août inclus, pour peser sur les négociations en cours concernant leurs rémunérations et règles de travail.

Le dirlo au micro

Habituellement, Marc Perrier, le proviseur du lycée Jean-Monnet de Cognac, est du genre tiré à quatre épingles. Hier matin, pour la première journée festive et sportive de l'établissement, il a troqué le costard pour le jogging. Et le soir, surprise, lors du bal costumé, il devait entonner « La Maladie d'amour », de Sardou, accompagné par l'atelier musique du lycée. « Il faut donner. Quand on donne, les élèves donnent aussi », proclame ce dirlo qui n'hésite pas à mouiller le maillot.



Marc Perrier, un proviseur pétillant. PHOTO PH. M.

Et là, qu'est-ce qu'on fait ?

« Qu'est-ce qu'on fait maintenant ? », s'entête à demander une Martine Pinville, passablement énervée, à des militants syndicaux passablement sourds à sa requête. Hier soir, la salle des fêtes de Gond-Pontouvre devait être le théâtre du compte rendu de mandat du député David Cornet. Mandat obtenu après la nomination au gouvernement de Martine Pinville. L'invitation promettait le début des discours à 18 h 30. C'était compter sans un comité d'accueil CGT et SUD-Solidaires. Les syndicalistes protestaient contre le projet de loi travail. À coups de tracts collés au mur, de banderoles levées, la quarantaine de manifestants attendaient de pied ferme sur le parvis, avant de s'inviter dans la salle, scandant : « Trahison ! Trahison ! » À l'arrivée de la ministre, les échanges étaient plutôt calmes et posés. Mais stériles. Les manifestants exigeaient de pouvoir prendre la parole et d'avoir des réponses à leurs questions. Irrecevable pour Martine Pinville. Finalement, au terme des discussions, il était convenu que Samantha Dumousseau, responsable CGT en Charente, puisse prendre la parole cinq minutes. Sauf que l'autre syndicat, Solidaires, en demandait plus. Trop pour Martine Pinville, qui a coupé court à cette négociation stérile. Montée sur l'estrade, elle a proposé à ses invités d'aller directement se rafraîchir avec le verre de l'amitié. Il faut croire que les syndicalistes n'avaient pas soif, puisqu'ils ont quitté la pièce aussitôt.



Les Romanes succèdent aux Nuits

CHARENTE Entre 15 et 20 spectacles seront programmés, cet été, du 1^{er} juillet au 25 août, « du niveau artistique des Nuits romanes »

Hier, 25 représentants de communes ou CdC de Charente ont acté l'existence des Romanes appelées à succéder aux Nuits romanes pour marquer la différence avec la manifestation précédente, supprimée par Alain Rousset, président de la Région, avec perte et fracas par soucis d'économie.

« La cause paraissait perdue. Et pourtant, on a réussi à fédérer tout un territoire. C'est formidable », lâche François Dauré, conseiller régional et président de l'Agglo de Grand-Angoulême. « Au début, sept communautés

charentaises étaient sur les rangs ; aujourd'hui, elles sont 13, représentant une quinzaine de communes toutes convaincues par une forme d'engagement artistique qui ne se limite pas aux Nuits romanes », souligne Joaël Hamel, directeur de l'action culturelle à Grand-Angoulême.

« Des Romanes qui s'annoncent du niveau artistique des Nuits », bien que plus modestes en nombre de spectacles, assure l'Agglo. Coût de cette « opération de maintien » ? Entre 60 000 et 75 000 € répartis entre

communes et CdC. Celles-ci s'appuient également sur le fonds de compensation de la Région, créé pour limiter l'impact de l'annulation sur les compagnies. Les collectivités financeront essentiellement l'accompagnement technique et la communication.

H. R.

Sur les rangs : Hiersac, Chasseneuil, Nersac, Saint-Saturnin, Saint-Michel, La Couronne, Vœuil-et-Giget, Dirac, Torsac, Barbezieux, Confolens.

Chèques livres : la FCPE revendique l'égalité

ANGOULÊME La FCPE ne désarme pas, même à quelques semaines de la fin d'année scolaire



Des parents ont distribué des tracts, hier, pour dénoncer la suppression des chèques livres. PHOTO MICHEL AMAT

Même si Alain Rousset, président de Région, et Jean-Louis Nembrini, vice-président du Conseil régional en charge de l'éducation et des lycées, s'en défendent énergiquement, ici, en Charente, il y a un sentiment d'être encore les vilains petits canards pictocharentais de la grande Région.

En particulier sur le dossier des chèques livres supprimés pour les élèves de première et terminale dès la rentrée 2016. La Région Limousin, a, elle, obtenu un sursis d'une année « avant harmonisation », ce qui permettra aux Limousins de bénéficier un an encore de livres gratuitement. En revanche, l'harmonisation de ces mesures d'aides à l'acquisition de manuels scolaires touchera de la même manière les Aquitains et les Picto-Charentais. Pour ces derniers, la perte des 70 € de chèques livres en première et terminale impactera à coup sûr les familles. Mais très diversement.

« Ça va faire cher »

« Les parents auront à payer entre 100 et 230 € en moyenne pour des livres neufs. Moins pour les livres d'occasion, mais ça coûtera encore trop cher. Des familles ne pourront pas s'acquitter de cette dépense », explique la FCPE pour qui « les fonds sociaux ne vont plus bénéficier à tous ». Des coûts qui varient également selon les filières et les sections. La FCPE continue à organiser six bourses aux livres où, moyennant 19 € d'adhésion, les lycéens peuvent emprunter ou acheter des livres à tarif réduit. Avec la suppression des chèques, celle-ci craint de ne plus pouvoir renouveler les collections qui changent.

Hier, une douzaine de parents ont informé, dès 7 h 30, élèves et parents

en distribuant des tracts devant le lycée Guez-de-Balzac. « Avec cette mesure, on ne peut pas parler d'égalité des chances », déplore Anne Hubrecht, secrétaire du bureau des parents d'élèves de ce lycée. Au sol, des piles de livres et une grande banderole pour la « gratuité des manuels scolaires », credo de la FCPE, partagé avec les lycéens, réceptifs hier sur le sujet.

« Bien sûr, on est d'accord avec la gratuité », répond un groupe d'élèves en première littéraire. « C'est cher pour des manuels dont on ne se sert pas. Sur sept livres, cette année, on en a utilisé pratiquement que deux », témoigne Manon Paulais.

« Nos parents vont encore devoir faire des économies cet été, d'autant qu'on sera deux internes dans la famille à la rentrée, ça va faire cher », ajoute Laura Léonard.

La PEEP « mitigée »

À quelques semaines de la fin d'année, la FCPE compte désormais agir au sein de la Fédération nationale et auprès de la Région, avec le souhait que tous « les lycéens aient les mêmes droits ». De son côté, la PEEP (Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public) exprime un avis « mitigé » sur la question. « Bien sûr, nous ne sommes pas heureux que ces aides soient supprimées. 70 € en moins pour des familles à la limite de percevoir l'allocation de rentrée scolaire, c'est très dur. Nous pensons surtout qu'il faut revoir l'organisation des commissions livres, se battre pour le livre numérique ou encore maintenir les chèques sports, vecteur d'intégration », défend Véronique Herviou, présidente de l'Union académique de la PEEP et PEEPsup.

Hélène Rietsch

Logélia rachète trois ex-gendarmeries

LOGEMENT Le Département a vendu trois anciennes brigades à l'office HLM en mars

MARIE FAUVEL
m.fauvel@sudouest.fr

A vendre : anciennes brigades de gendarmeries à Confolens, Brigueuil et La Couronne, comprenant des bâtiments administratifs et plusieurs logements de fonction. Prix du lot : 755 295 €. Telle aurait pu être l'annonce rédigée par le Conseil départemental pour se séparer de ses propriétés foncières.

Depuis plusieurs mois, les bijoux de famille du Département se vendent à la pelle pour renflouer les comptes. Cet hiver, trois biens supplémentaires ont été ajoutés à la liste : les anciennes brigades de gendarmerie désertées de Confolens (fermée en septembre 2010), de Brigueuil (juillet 2011) et de La Couronne (2003). L'affaire a été scellée le 18 mars dernier, en commission permanente du Conseil départemental. Aujourd'hui, la procédure de vente est en cours.

2 360 000 € de travaux

« Notre métier est de faire du logement social », prévient tout de go Olivier Pucek, directeur de Logélia. Le projet de l'office HLM va donc principalement porter sur les pavillons ou appartements. « Pour le bâtiment administratif, celui de Confolens n'était pas compris dans le lot car il a été revendu à une association. Pour celui de La Couronne, nous sommes en pourparlers avec une association, l'Adimc 16 [Association départementale des infirmes moteurs cérébraux de la Charente, NDLR]. Enfin celui de Brigueuil sera transformé en logements. »

Coût des opérations de rénova-



La gendarmerie de La Couronne a été vidée de tout occupant en 2003. Depuis, elle n'a pas eu d'autre vocation. Un état de fait révolu ; d'ici à l'hiver 2017, elle sera transformée en HLM. PH. B.

tion : « 1 million d'euros pour La Couronne, 860 000 € pour Confolens et 500 000 € pour Brigueuil. Nous couplons ce dernier chantier avec une réhabilitation et des démolitions de biens que nous avons déjà sur la commune », précise le directeur de l'office HLM, « pour une enveloppe de 650 000 euros supplémentaires. »

En tout, 28 logements seront réalisés comprenant des Plus (prêt locatif à usage social) et des Plai (prêt lo-

catif aidé d'intégration). Pour Brigueuil et Confolens, le calendrier des travaux entend une livraison fin 2016, début 2017. Pour celle de La Couronne, elle devrait intervenir un an après.

Saint-Angeau à vendre

« C'est une belle opération », se réjouit Olivier Pucek. « Nous sommes sûrs de pouvoir louer sur Confolens et La Couronne. Ce qui aurait pu être plus problématique à Brigueuil mais avec la démolition de certains de nos logements sociaux sur la commune, le marché est là. »

Pour cette raison de demandes, le directeur de Logélia avoue avoir refusé d'acheter la brigade territoriale de Saint-Angeau. Fermée en octobre 2013, elle est occupée depuis septembre par les professionnels

de santé de la commune « en attendant la maison de santé qui sera livrée, on l'espère, à la fin de l'année », raconte le maire, Jacques Bourabier. Même s'il n'est pas partie prenante dans ce dossier, l'édile passe un appel « à tout acquéreur potentiel », vantant le bien : « C'est grand, il y a cinq appartements, dont deux avec quatre chambres. »

Cela n'aura pas été suffisant pour Olivier Pucek qui poursuit sa quête et confie visiter très prochainement la gendarmerie de Marthon. Pas encore désertée, cette brigade fermera le 1^{er} juillet prochain. Un secret pour personne dans la commune ouest-charentaise, l'annonce a été faite début 2016. Mais ce village, voisin de la Dordogne, a-t-il le potentiel pour ce projet ? Réponse dans quelques semaines.

Martine Pinville ouvre le forum sur l'économie sociale et solidaire

ANGOULÊME La secrétaire d'État fait la promotion de l'ESS à domicile

Hier, dans les murs de la Cité de la BD, le Département organisait une conférence-débat autour de l'économie sociale et solidaire (ESS), ouverte par la secrétaire d'État Martine Pinville, en charge, au gouvernement, de la promotion de l'ESS. Martine Pinville a défendu « un modèle économique à part entière » dont le besoin de structuration a abouti sur la mise en place du conseil supérieur de l'ESS, en octobre 2015. « L'ESS crée de l'emploi durable non délocalisable. Mais les



Hier à la Cité de la BD. PHOTO M. A.

dispositifs sont encore trop méconnus. Or, l'ESS est un secteur qui n'a pas perdu d'emplois ces dernières années. Et le potentiel de création est de 600 000 emplois d'ici 2020.»

En France, l'ESS, qui s'appuie sur des associations, coopératives, mutuelles, fondations et entités commerciales répondant à une utilité sociale, permet à 23 millions de salariés d'avoir un emploi. Avec 1 233 établissements pour 12 539 salariés (dont 73,4 % associatifs), la Charente est loin d'être un mauvais élève. « L'ESS a souvent été perçue comme une économie de réparation sur des territoires sinistrés », plaide le conseiller départemental Samuel Cazenave. « Aujourd'hui, on est au-delà de ça. L'ESS est un facteur de développement. Et les collectivités sont là pour donner les moyens de la solidité à ces employeurs ». Le Département réfléchit, par exemple, à créer une « plateforme des mobilités » pour faciliter les déplacements des salariés qui reprennent pied sur le marché de l'emploi.

Chais Monnet : les esquisses du palace

URBANISME La construction d'un hôtel grand luxe sur la friche industrielle des anciens chais Monnet devrait débuter en septembre. Entretien avec l'architecte

Cet architecte a de sérieuses références: le Grand Hôtel Intercontinental, près de l'Opéra de Paris, l'hôtel du Jeu de paume à Chantilly, ou le Royal Monceau dans le VIII^e arrondissement. À la demande d'un investisseur azerbaïdjanais, Didier Poignant, 62 ans, dirigeant du cabinet Ertim, relève un autre défi : l'aménagement d'un hôtel grand luxe à Cognac, sur les 2,5 hectares de la friche industrielle des anciens chais Monnet. Le chantier est imminent. Interview.



Didier Poignant, architecte DPLG, à la tête du cabinet Ertim, basé à Paris. PHOTO DR

« **Sud Ouest** » Quelle fut votre impression en visitant pour la première fois les chais Monnet ?

Didier Poignant J'ai été très impressionné par l'ampleur du site, où beaucoup de bâtiments sont extraordinaires. Il y a évidemment ce chai "cathédrale", avec ses foudres à la parade, mais pas seulement. Le site est complexe. Sa transformation en hôtel de luxe est un beau challenge.

Quelle est la dimension patrimoniale de votre projet ? Comment avez-vous joué avec la dimension industrielle du lieu ?

La réponse est évidente : en conservant un maximum de bâtiments et en mettant en valeur certains éléments architecturaux remarquables. Je pense notamment à ces

charpentes, dans les deux chais centraux. Ces chais seront d'ailleurs reliés par un espace verrier où nous regroupons toutes les fonctions principales d'accueil d'un grand hôtel. Nous allons également conserver la dimension majestueuse du chai cathédrale, où l'on trouvera le restaurant gastronomique.

Vous démolissez cependant certains édifices...

Oui, mais relativement peu... Nous ne touchons pas à la villa Jean-Monnet - qui devient un espace culturel - et ce qui faisait office de conciergerie, à gauche en entrant, est transformé en boutiques.

Le site Monnet, construit entre 1838 et 1848, utilisait la déclivité du ter-

rain pour faciliter les manutentions... La topographie vous a-t-elle aidé ou gêné ?

Le dénivelé entre l'avenue Paul-Firino-Martell et la rue Basse-Saint-Martin fait plus de 8 mètres. Cela n'est pas neutre. Comment dire ? La topographie a compliqué notre travail mais l'a rendu plus intéressant, nous obligeant par exemple à créer deux entrées : l'une principale, à l'avant, l'autre de service, à l'arrière. La déclivité nous permet aussi d'aménager des sous-sols dans la pente naturelle, de créer des passages et de ne pas construire très haut. Nous serons à R+2 maximum.

Quelle est la dimension du palace que vous avez dessiné ? Combien compte-t-il de bâtiments, de suites, de chambres ?

Il y aura une centaine de chambres de bonne dimension - elles feront toutes plus de 30 m² -, dont une quinzaine de suites. Nous construisons aussi 14 appartements pour des séjours plus longs, côté rue Basse-Saint-Martin.

Entre les chais centraux et le restaurant, se dresseront deux bâtiments contemporains aux lignes très audacieuses. Vont-elles jurer ?

Je ne le crois pas. Au contraire, elles vont créer une rupture et mettre en valeur l'architecture traditionnelle

des chais qui se refléteront dans le verre des façades. Nous avons travaillé avec l'architecte des Bâtiments de France : sur les anciens bâti-

« Une restauration n'est réussie que si l'on respecte l'histoire du lieu »

ments, chaque pierre, chaque enduit sera restauré à l'ancienne. Les deux bâtiments contemporains, quant à eux, seront habillés de structures en acier sans doute Corten dont la forme et les couleurs rappelleront les ceps de vigne. Selon moi, la restauration d'une friche industrielle n'est réussie que si l'on respecte l'histoire du lieu, sans pour autant faire preuve de conservatisme. Il faut ouvrir des perspectives, redonner vie à un endroit, se projeter dans le futur.

Quel est le calendrier de l'opération ?

Le permis de construire est obtenu, la vente est imminente et nous terminons la phase de consultation des entreprises. Les travaux devraient débuter courant septembre et le chantier devrait durer deux ans, pour une ouverture avant l'été 2018.

Recueilli par Olivier Sarazin

Site Monnet : le plan de masse du projet





Sur cette image de synthèse, deux bâtiments contemporains aux façades recouvertes de verre et habillées de rubans, volutes et balustrades en acier Corten. ERTIM

La vente aura lieu le 29 juin



Les foudres du chal dit cathédrale. PHOTO ANNE LACAUD

Plus rien ne s'oppose désormais à l'aménagement d'un hôtel cinq étoiles sur la friche industrielle de 2,5 hectares des anciens chais Monnet, propriété de la Ville de Cognac... Le 23 avril 2015, le Conseil municipal autorisait (à l'unanimité) Michel Gourinchas, le maire, à signer une promesse de vente avec Javad Marandi, homme d'affaires azerbaïdjanais. Montant de la transaction ? 2 millions d'euros... Cette promesse comportait quelques clauses suspensives, comme l'obtention d'un permis de construire purgé de tout recours. C'est désormais chose

faite. Malgré la grogne et la perplexité de certains hôteliers locaux effrayés par ce projet, personne n'a attaqué en Justice le permis en question (numéro 016-102-15-T-008), qui fut délivré le 17 janvier 2016.

La vente se déroulera le 29 juin chez le notaire de la Ville, M^{me} Isabelle Braastad-Tiffon. Javad Marandi, qui vit entre Bakou et Londres, pourrait être présent. Une réception officielle est d'ailleurs prévue en présence d'Elchin Amirbayov, ambassadeur de la République d'Azerbaïdjan en France. L'acheteur est une société par actions simplifiée, la SAS des chais Jean-Monnet, basée à Paris, dont le président est Javad Marandi. L'investisseur azéri – que l'on sait proche du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev et de son épouse Mehriban Aliyeva – a le soutien de la holding Pasha Group et de la société hôtelière Abshe-ron. Javad Marandi est représenté en France par l'architecte Didier Pognant (cabinet Ertim - lire ci-contre) et la société Debron Capital. Coût estimatif de la construction de l'hôtel : 60 millions d'euros.



Entre les deux chais centraux, une verrière et un jardin d'hiver. Ici seront regroupées « toutes les fonctions d'accueil d'un hôtel de luxe », dit l'architecte. IMAGE DE SYNTHÈSE CABINET ERTIM

EN CHIFFRES

2,49 ha

La superficie de la friche industrielle.

2 M€

Le montant de la vente du site. La transaction entre la municipalité et l'investisseur azéri sera signée le 29 juin (lire ci-contre).

5 étoiles

Le standing espéré de l'établissement hôtelier.

15 cm

L'épaisseur des documents, plans et annexes du permis de construire.

60 M€

Le coût (estimé) de la construction de l'hôtel.

Le lycée Monnet célèbre la cohésion et l'excellence

ÉDUCATION Le lycée Jean-Monnet a vécu hier sa première « journée festive et sportive », une idée portée par un groupe d'enseignants et l'animateur culturel Jérôme Defrain, devenu un succès fédérateur grâce à l'implication des élèves. Le matin, tout le monde s'est mélangé pour une marche d'orientation, un tournoi de foot, des parties de pétanque, des courses à pied, à vélo et en canoë, et un atelier photo. Après un pique-nique géant au lycée, le proviseur Marc Perrier a remis des diplômes pour récompenser les élèves alliant excellents résultats et comportement irréprochable, ceux qui se montrent « méritants » et ceux qui se sont investis dans des projets. « On l'a déjà fait l'an dernier, on ne pensait pas que ça allait autant les toucher », relève Marc Perrier. La journée s'achevait par la 10^e édition du « bal du lycée », aux Abattoirs.



Un « flashmob » a réuni élèves et profs à la base plein air. PH. M.

CHATEAUBERNARD

Elles vont rouler des mécaniques



Le club saintongeais des véhicules d'époque fera une halte aux Jardins de Louise demain. Le public est invité à découvrir les belles rutilantes de 11 à 12 heures sur le parking de la résidence, 12 rue Louise-Michel. Renseignements au 05 45 32 77 00. PHOTO SANDRA BALIANI

MESNAC

Les travaux de la lagune à l'eau

Au cours de la réunion du conseil municipal mercredi, les histoires d'eau n'ont pas manqué. Les élus ont suivi le maire Didier Gois quand il a présenté la perspective de fusion des nombreux syndicats d'eau et assainissement et estimé nécessaire la création d'un unique syndicat intercommunal au niveau de la future Communauté d'agglomération. Pour l'heure, cette Communauté d'agglomération en cours de constitution (les élus de Mesnac ont voté de façon unanime pour le regroupement des cinq actuelles communautés de communes du cognacais), n'a pas encore la compétence eau qui pourrait être mise en œuvre à partir du 1^{er} janvier 2017 dans le meilleur des cas.

Filtration imparfaite

Dans cette conjoncture incertaine, la perspective des travaux de l'assainissement collectif des Fosses, avec de nouvelles études et un coût supplémentaire, s'éloigne nettement. Il en est de même pour la réhabilitation de la lagune de Vignolles. Elle est obsolète depuis le rattachement de nouvelles constructions, et la filtration est imparfaite. Mais est-il judicieux actuellement, avec en ligne de mire la Communauté d'agglomération et le syndicat intercommunal eau-assainissement, de



La lagune de Vignolles : un chantier de 400 000 euros reporté sine die. PHOTO P. B.

souscrire un emprunt de 400 000 euros au moins ? Les élus ont donc décidé de surseoir et d'attendre des informations plus précises, avec l'espoir de voir la solution communautaire mettre en œuvre de façon prioritaire le projet mesnacais déjà bien ficelé.

Au fil des dossiers

Les élus ont adhéré à la charte présentée par le Conseil départemental relative aux frelons asiatiques. La destruction des nids ne relève plus de la compétence départementale, mais est désormais l'affaire des commu-

nes, pour la campagne 2016, du 15 juin au 15 octobre. Le Département participera néanmoins (50 à 70 euros par destruction effectuée).

Les élus ne sont pas favorables au regroupement des commandes proposé par Grand Cognac, sauf en ce qui concerne les carburants stockés pour tracteurs et gros matériels.

Pour le Tour Poitou-Charentes qui passera à Mesnac mardi 23 août, la commune a besoin de 14 signaleurs volontaires qui devront être recensés avant le 17 juin.

Pierre Barreteau

Loi Travail: coup de force et d'éclat des opposants

Hier, les opposants à la loi Travail ont empêché la tenue d'une réunion de Martine Pinville. Tensions au menu et dialogue compliqué.



Martine Pinville n'a pu tenir sa réunion publique hier soir à Gond-Pontouvre, empêchée par des manifestants. Photo Majid Bouzzit

Ismaël KARROUM
i.karroum@charentelibre.fr

Martine Pinville a préféré mettre un terme à son compte rendu de mandat avant même de l'avoir débuté. Quelques injures ont fusé: «Traï-tresse!» «Faut qu'on ferme notre gueule?» Contre-attaque de sifflets des militants socialistes. Face-à-face tendu, vif, hier soir entre Martine Pinville, la ministre charentaise du Commerce et de l'Artisanat, et les opposants à la loi Travail réunis sous les bannières Nuit Debout, CGT, SUD et Résistance. Martine Pinville et David Comet avaient invité près de 100 personnes hier soir à Gond-Pontouvre pour rendre compte de leur année de mandat de député. Une trentaine de manifestants ont saisi l'occasion d'une action d'éclat.

Dialogue compliqué. Une manifestante hurle: «Je ne voterai plus jamais à gauche. Désormais, ce sera blanc et tant pis si le FN passe!» Le ton monte méchamment entre un militant PS et un manifestant. Le garde du corps de la ministre intervient.

«Comment on en sort?»

C'est avec Samantha Dumousseau que Martine Pinville réussit enfin à discuter. La secrétaire départementale de la CGT expose ses arguments, la régression sociale qu'elle lit dans la loi Travail, rappelle des sondages. La ministre, en première ligne, réplique «dialogue social», «réunions de concertation», «chômage contre lequel il faut lutter». Avec Samantha Dumousseau, un terrain d'entente est trouvé: cinq minutes de

tribune contre la promesse d'une réunion qui pourra se tenir. Mais avec les cheminots de SUD et les représentants de Résistance, c'est un dialogue de sourds. «On est prêt à camper ici», dit l'un d'eux après avoir promis que si le projet de loi n'était pas retiré, «la tension va remonter d'un cran». «Vous allez voir ce qu'on va vous faire pour l'Euro [de football, NDLR]!» Fin de représentation, avec la promesse d'un rendez-vous pour la CGT le week-end prochain.

«Nous ne ferons pas de réunion», a expliqué Martine Pinville à ses soutiens. Sifflets des uns contre les manifestants, dernier coup de colère des autres. Et une question de Martine Pinville qui reste sans réponse: «Comment on sort de tout ça?»

La vidéo des échanges sur www.charentelibre.fr

Les parents d'élèves défendent les chèques livres

Une douzaine de parents de la FCPE, Fédération des conseils de parents d'élèves, se sont rassemblés hier de 7h30 à 8h30 devant le lycée Guez-de-Balzac à Angoulême pour protester contre la disparition des chèques livres en première et terminale (Photo Majid Bouzzit). La Région a en effet opté pour une harmonisation des politiques d'aide à l'acquisition des manuels scolaires. À partir de la rentrée, seuls les élèves de seconde auront le droit à un chèque de 70 €, pouvant grimper à 150 € pour les bénéficiaires de l'allocation rentrée scolaire. Jusqu'ici, en Poitou-Charentes, tous les élèves recevaient 70 € en seconde, première et terminale.

«C'est ce chèque de 70 € qui nous permettait d'organiser les bourses aux livres», s'inquiètent les parents. «Un jeu de livres c'est environ 230-300 € à amortir sur trois ans. Nous nous sommes constitué des fonds de roulement et on mettait tous les jeux à 70 €, ce qui compensait en-



tre les plus chers et les moins chers, explique Laurent Salomon, trésorier départemental de la FCPE. Là, on va être obligés de faire payer les parents de première et terminale, certains ne pourront pas, c'est toute l'organisation qui s'écroule. Beaucoup de bourses aux livres risquent de disparaître.» «De plus, l'année prochaine, tous les lycéens de la ré-

gion ne seront pas logés à la même enseigne. Le Limousin a obtenu le droit de conserver sa gratuité une année de plus, c'est anticonstitutionnel», dénonce Jean-Pierre Bidet, président départemental de la FCPE. Il réclame «un nivellement par le haut, c'est-à-dire un alignement sur le Limousin et la gratuité des manuels pour tous».

■ ÉDUCATION

Les lycéens cognaçais font la fête en plein air



Les lycéens répètent la flash mob qu'ils ont entièrement créée.

Photo P. A.

900 lycéens ainsi que l'ensemble de l'équipe pédagogique du lycée Jean-Monnet de Cognac étaient rassemblés hier matin à la base plein-air, pour célébrer la fin d'année scolaire.

«L'événement a été organisé par l'équipe pédagogique de l'établissement et par de nombreux élèves», indique Jérôme Defrain, animateur culturel du lycée. Cette journée festive a débuté par de nombreuses activités sportives et ludiques. Sous le regard amusé de leurs professeurs, les lycéens ont enchaîné compétition de football, tournoi de pétanque, course

d'orientation et une flash mob, tout en étant déguisés. Girafe, Captain America et Charlie Chaplin se cotoyaient. Même Marc Perrier, le proviseur, avait échangé son costume cravate contre un survêtement: «L'occasion de se retrouver et de partager un bon moment de convivialité».

Pour conclure cette matinée, un pique-nique géant a été organisé dans la cour du lycée. Il était suivi d'une remise de diplômes d'honneur. Cette journée s'est terminée par un bal masqué aux Abattoirs. De quoi préparer sereinement, les épreuves du bac.



Tête penchée pour mieux découvrir l'art sous tous les angles.



La hotte géante est devenue un écran de cinéma le temps d'une soirée.



C'était l'occasion pour les ouvriers d'expliquer leur travail aux familles.

L'art au milieu des tonneaux



Perchée sur une barrique, la comédienne a surpris les visiteurs.

Maurice BONTINCK
m.bontinck@charentelibre.fr

D'abord, ce son qui vient du bout de l'atelier et du cœur de l'usine. Ensuite, cette odeur de bois qui vous attrape par la main et vous emmène dans une myriade de souvenirs. Soudain, cette envie irrésistible de toucher les tonneaux comme on meurt d'envie d'effleurer les tableaux des musées.

Sortez du cadre, profitez de cette très belle expérience dont vous êtes les artisans.



Près de 300 employés et leur famille ont découvert la tonnellerie complètement transformée en œuvre d'art éphémère, jeudi soir.

Photos Renaud Joubert

de voir son travail mis en avant de cette façon», raconte l'une des «gueules» de l'usine, Stéphane Ouvrard, à la chauffe des barriques Seguin-Moreau depuis 31 ans. Au même moment, le son habille l'atelier. Il a été capté puis mixé par trois gars de l'équipe des grands contenants.

Sept mois de travail

«Sortez du cadre, profitez de cette très belle expérience artistique dont vous êtes les artisans», a lancé Grégoire Chové, juste avant d'ouvrir le sas et sa boîte aux merveilles. Depuis près de deux ans, le directeur-adjoint du groupe s'est mis dans la tête «un projet de fou furieux»: faire entrer l'art dans l'usine et des âmes d'artistes sous le bleu des ouvriers. «Après tout, les artistes sont tous des artisans», explique le musicien-photographe-cinéaste Olivier Poggianti, venu six semaines en résidence à Merpins pour construire «Usin'arts». Du café mati-

nal à 6h30 jusqu'au concert de jeudi avec son groupe Alcantara, l'artiste a fait partie de la famille Seguin-Moreau. «C'était un peu notre Petit Prince, s'est fait lyrique Grégoire Chové. Avec les

équipes, ils se sont apprivoisés à une vitesse folle».

«On ne voulait pas se contenter de faire quelques photos, on voulait vraiment que l'usine soit repensée comme une œuvre d'art à

part entière», explique Catherine Cecchini à la tête de son entreprise «Usin'aire» qui a proposé le projet à l'entreprise. «Jamais une entreprise n'est allée si loin», assure-t-elle.

Au-delà des «plusieurs dizaines de milliers d'euros» débloqués par Seguin-Moreau, les salariés ont aussi pu utiliser leur temps de travail pour participer à la conception du projet. Et jeudi après-midi, l'entreprise était fermée pour-pouvoir mettre en scène l'atelier. Seul regret, que le chef-d'œuvre ne dure que le temps d'une soirée et ne puisse être proposé au grand public.

Parce qu'hier les tonneaux se sont éclairés puis animés, la hotte géante s'est transformée en écran de cinéma. Un jongleur a débarqué avec ses balles rouges fluorescentes. Et au détour d'une machine, une comédienne perchée sur une barrique a déclamé son amour des tonneaux: «La vérité sort mieux d'un tonneau que d'un puits!» L'art aussi.



Le clou de la visite, l'animation de ces immenses fûts sur fond musical.

La disco soupe pose ses casseroles à Cognac

À l'occasion de la disco soupe, La Salamandre se transforme aujourd'hui en cuisine géante, avec dégustation de soupe à la clé.

Pablo AGNAN

Disco soupe. Le terme annonce le menu. En partenariat avec le salon «Naturellement» (lire encadré ci-dessous), la disco soupe ouvre ses portes ce matin à 10 h, au palais des congrès de Cognac. «La journée sera gratuite et ouverte à tout le monde» indique Simon Douet, organisateur de l'événement. Une disco soupe... Quésaco ? C'est une soupe réalisée à partir de légumes invendus et parfois, abîmés... et en musique ! Au programme de cette journée d'animation continue, un épluchage collectif de fruits et légumes bio est organisé à partir de 10 h. Épluchage suivi à 19 h, d'un moment de partage et de dégustation de soupes, smoothies et jus, préparés par un cuisinier spécialement convié pour l'occasion. Le tout se fera en musique et ce jusqu'à 22 h, au bar de l'auditorium. «Cet événement est l'occasion de rassembler et fédérer les gens» explique Simon Douet.

Un atelier pour enfants

«Mais l'objectif principal de cette journée, c'est bien sûr de lutter contre le gaspillage alimentaire». Cette initiative a amené de nombreux acteurs locaux à fournir



Simon Douet, organisateur de la disco soupe, coach de vie et animateur de la conférence placée sur le thème: «la rencontre, le couple».

Photo P. A.

fruits et légumes qui devaient initialement finir à la poubelle. Parmi eux, Biocoop de Cognac, le domaine de Tambourinour, l'Esat (établissement et service d'aide par le travail) de Gémozac et l'exploitation arboricole Tastet. Outre la préparation des soupes, qui constitue l'activité principale de cette journée, d'autres anima-

tions sont proposées par Simon Douet et son équipe. «Nous avons mis en place un atelier pour les enfants qui permettra aux parents d'assister tranquillement à d'autres activités», annonce l'organisateur. «Cet atelier sera encadré par deux animatrices, qui proposeront des activités ludiques, centrées autour des légumes».

Pour clôturer cette journée, l'ensemble des personnes ayant participé à la disco soupe sera invité à déguster, à partir de 19 h, les différents breuvages préparés par le cuisinier. Au même moment, le groupe de musique «Les Cagettes de l'Ouest» se produira sur une scène spécialement installée pour l'occasion. Une scène qui «restera ouverte à tous ceux qui souhaitent jouer et s'exprimer musicalement», termine Simon Douet. «Car le but, c'est aussi et surtout, de prendre du plaisir».

Pour plus d'informations, rendez-vous sur: www.discosoupe.org/event/discosoupe-conference-interactive

Salon du bien manger et du bien-être

Pour sa deuxième année, le salon «Naturellement» se tiendra à La Salamandre de Cognac, aujourd'hui et demain, de 10 h à 19 h. Julien Albert, l'organisateur du salon, en partenariat avec Aurélie Bolleau de l'association «Bien-Être Attitudes», se positionne depuis quasiment cinq ans comme le relais du bien-être. «Mon objectif est d'éveiller les consciences, de rendre accessible le bio et de démocratiser les médecines parallèles», indique Julien Albert. Cette année, le salon

accueillera 64 exposants, parmi lesquels des cosmétiques bio, des produits d'entretien écologiques, des minéraux et bijoux mais aussi hypnose, sophrologie, naturopathie, réflexologie, géobiologie. En plus des exposants, trois conférences gratuites seront proposées par jour. Elles auront lieu tout au long du week-end, à 10h30, 14h30 et 17 h. Différentes thématiques seront abordées, comme la vaccination et l'Inconscient. L'entrée du salon est gratuite et ouverte à tous.